

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Le Gabon peut dépister le coronavirus

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

LE Gabon fait partie des pays africains qui ont récemment confirmé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) être en mesure d'effectuer des tests de dépistage de cas potentiels de Covid-19, le nouveau nom du coronavirus. Cette information a été dévoilée le 20 février par l'OMS. Il y a deux semaines, seuls deux laboratoires de référence - un en Afrique du Sud et un autre au Sénégal - étaient capables de le faire. Le renforcement des capacités de dépistage sur l'ensemble du continent africain représente une étape importante dans les efforts de préparation au Covid-19. Outre le Gabon, on retrouve dans cette liste l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, la République Centrafricaine,

la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, Madagascar, le Mali, Maurice, l'Afrique du Sud, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, les Seychelles,

la Sierra Leone, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Alors que l'Égypte a enregistré, il y a quelques jours, son premier cas, les pays africains renforcent leur arsenal contre le coronavirus pour y faire face.

Les ministres africains de la Santé dont celui du Gabon, Max Limoukou, se sont retrouvés samedi passé, en urgence, à Addis-Abeba pour discuter de la stratégie continentale à apporter à l'épidémie du coronavirus. Nous y reviendrons.

Cette information a été dévoilée le 20 février par l'OMS.

Non aux violences faites aux femmes !

Prissilia M MOUITY
Libreville/Gabon

QUELLES soient physiques, sexuelles, verbales ou économiques, les violences faites aux femmes sont une réalité au Gabon. Samedi dernier, le ministre de la Lutte contre les violences faites aux femmes, Prisca Koho-Nlend a marqué sa volonté de mettre fin à cette problématique qui préoccupe les plus hautes autorités. C'était au cours du lancement de la campagne nationale de sensibilisation aux violences faites aux femmes à Ntoum, dans le département du Komo-Mondah. Acteurs de la société civile, organisations non gouvernementales (Ong) et associations de lutte contre les violences basées sur le genre étaient massivement représentés à cette activité qui avait pour but, entre autres, de



Photo: CM

La problématique des violences faites aux femmes était au cœur des échanges samedi dernier à Ntoum.

dénoncer et sensibiliser la société sur ce phénomène qui va grandissant dans notre pays. En effet, de plus en plus de femmes sont violentées au Gabon. On en veut pour preuve, les données statistiques nationales et enquêtes menées à cet effet, qui révèlent que près de 52 % de

femmes au Gabon ont été victimes de violences physiques, depuis l'âge de 15 ans, contre 56 % de l'ensemble des femmes de 15 à 45 ans, victimes de violences conjugales. Ces chiffres alarmants montrent qu'il y a urgence à mettre fin à ce phénomène au Gabon. Nous y reviendrons.

Le clin d'œil de *Lybek*



Santé : une grève pour réclamer les arriérés de la PIP ?

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LA défunte Prime d'incitation à la performance (PIP) continue de faire parler d'elle dans certains secteurs d'activité. C'est le cas de quatre syndicats du ministère de la Santé (Upsa, Synaps, Synasa et Synamonps) qui sont montés au créneau samedi dernier pour annoncer une grève à partir de ce lundi pour réclamer leur dû. Autrement dit, le paiement du 2e trimestre 2015 de ladite prime. Dans une déclaration commune, les membres de ces quatre syndicats estiment que "la grève reste le critère éligible et le modèle retenu par le gouvernement pour payer cette prime". Fort de ce qu'ils



Photo: HNM

Les syndicalistes lors de leur déclaration

considèrent comme un mépris, ils ont pris la décision d'entrer en grève dès ce 24 février 2020, jusqu'au paiement des arriérés de la PIP datant du 2e trimestre 2015. Tout comme les syndicalistes ont invité le personnel du secteur santé à une prise de conscience individuelle et collective, en estimant que ce mouvement se justifie par le fait

que les pouvoirs publics vont donner "une réponse évidente et pratique face au mépris depuis longtemps des gouvernants". C'est donc à l'unanimité des membres de ces structures syndicales qu'il a été décidé d'une grève dans le secteur de la santé, à compter de ce jour. Reste à voir si cet appel sera suivi sur le terrain.